

NON À LA DIMINUTION DES POSTES AUX CONCOURS !

A un mois du début des concours de recrutement, le Ministère de l'Éducation Nationale vient de publier le nombre des postes mis aux concours : une baisse globale de 400 postes aux Agrégations (3 000 en 96/2 600 en 97, soit -13 %) et de 2 447 aux CAPES (11 400 en 96/8 953 en 97, soit -21 %). Tous concours confondus (Agrégations, CAPES, CAPET, CAPLP2, concours internes et concours spécifiques) c'est une baisse de 5 870 postes par rapport à l'année dernière pour le second degré !

Cette décision fait suite à l'annonce du Premier Ministre, en juillet dernier, de réduire de manière importante les investissements publics, en particulier par des réductions de postes dans l'Éducation Nationale. Cette saignée succède à une autre baisse, en 95/96 qui s'élevait globalement à -10 %. Par exemple : mathématiques -16 %, philosophie -14 %, histoire-géographie -13 %, lettres modernes -10 %...

Le Ministère se justifie en arguant d'une baisse démographique. Or, les besoins sont criants et non satisfaits :

- Les effectifs sont surchargés.
- La mise en place des nouveaux programmes avec les enseignements optionnels crée de nouveaux besoins.
- Bien plus, on tend à opposer la titularisation demandée des Maîtres Auxiliaires aux postes mis aux concours. Or, les Maîtres Auxiliaires, pour les 28 085 qui n'ont pas été mis au chômage cette année, occupent déjà des fonctions d'enseignement devant élèves.
- 815 000 heures supplémentaires peuvent être dès à présent convertis en 40 000 postes budgétaires
- L'ensemble des certifiés et agrégés stagiaires, représente un équivalent de 3 000 postes budgétaires (trois stagiaires en responsabilité à hauteur de 5 ou 6 heures = 1 poste).
- Alors que le gouvernement proclame que « 1997 sera celle de l'emploi des jeunes » : une de ses premières mesures est de supprimer plus de 5 000 postes aux concours...
- Le chef de l'État lui-même affirme : « mon premier souci, c'est la lutte contre l'illettrisme », l'École n'est-elle pas la première concernée par cette lutte ?

Le Ministère refuse de voir la réalité de ces besoins. Par cette décision brutale il va, à la fois, interdire la réussite aux concours à de nombreux étudiants et aggraver de façon très sensible les conditions d'étude des élèves et les conditions de travail des enseignants. Bien plus, il relance comme il y a vingt ans une future crise de recrutement dans l'Éducation Nationale. Ces mesures ont pour but des économies : dans le cadre de la préparation de la rentrée 97, les premières décisions connues font apparaître de nombreuses suppressions de postes d'enseignants, d'IATOS, davantage de précarité pour les étudiants-chercheurs (doctorants, ATER et thésards), et des fermetures de classes. Cela participe d'une logique qui détruit un peu plus le service public d'éducation, que l'on voit à l'œuvre depuis plusieurs années et que combattent l'ensemble des organisations comme dernièrement à Besançon.

Cette attitude est irresponsable : le gouvernement refuse une programmation pluriannuelle du budget de l'Éducation Nationale qui seule permettrait une réelle prise en compte de l'ensemble des besoins dans leur évolution.

EXIGEONS :

- Le rétablissement des postes supprimés par rapport à ceux de la session de 1996
- Le pourvoiement de tous les postes affichés et l'utilisation effective des listes complémentaires
- Et les moyens budgétaires correspondants (loi de finances rectificative modifiant le budget de 97, une loi de programmation budgétaire pluriannuelle permettant d'engager une augmentation des recrutements sur plusieurs années).

Face à cette situation, nous convions tous les étudiants préparant les concours de l'Éducation Nationale à une

Manifestation Nationale
Mercredi 19 février, 15 h 30
Sorbonne - Ministère

Quelques exemples

POSTES PROPOSÉS EN EXTERNE	PHILOSOPHIE	LETTRES CLASSIQUES	LETTRES MODERNES	ANGLAIS	HISTOIRE GÉOGRAPHIE	MATHÉMATIQUES	PHYSIQUE CHIMIE
en nombre de postes	180	500	1 335	2 000	1 040	1 154	612
en % d'évolution par rapport à 1996	-23%	-12%	-23%	-9%	-21%	-42%	-30%
AGRÉGATIONS							
en nombre de postes	73	100	170	195	138	41	197
en % d'évolution par rapport à 1996	-17%	-13%	-19%	-17%	-19 -18%	-72%	-18 -5%

UNEF-ID
 le syndicat étudiant

unef
 AVEC LE SOUTIEN ET LA PARTICIPATION :

SGEN
 CFDT

la cgt
 EDUC'ACTION

fcpe
 Une action pour tous

SNES

UNSA

U

Syndicat des Enseignants UNSA

snésUp